



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
DREAL Occitanie  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 01/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Heidelberg Materials France Granulats**

Parc St Jean  
ZAC du Mas de Grille  
34430 Saint-Jean-De-Védas

Références : UD34/H3/MT/2025/038

Code AIOT : 0006600949

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement Heidelberg Materials France Granulats implanté lieu-dit l'Arbousier Ouest 34160 Castries. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Heidelberg Materials France Granulats
- lieu-dit l'Arbousier Ouest 34160 Castries
- Code AIOT : 0006600949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire est autorisée jusqu'en 2026 pour une production maximale de 600 000 t/an. Les matériaux produits sont transformés en granulats dans les installations implantées sur le site de la carrière. La société Heildelberg Materials France Granulats a obtenu en mars 2022 une autorisation d'extension pour la création d'une plateforme de stockage de matériaux. Le site réceptionne des matériaux inertes de type terres et cailloux et matériaux de démolition du BTP, qui sont ré-expédiés pour remblayage ou traitement sur le site de Poussan.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 et 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
3	contrôle des vibrations	Arrêté Préfectoral du 15/12/2010, article 6.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des réceptions déchets et de terres excavées	Code de l'environnement du 28/03/2025, article R.541-43-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points examinés conduisent l'inspection à demander des actions correctives concernant le suivi périodique des équipements sous pression.

Concernant les effets de vibrations des tirs d'explosifs sur la canalisation d'eau à proximité du site, l'inspection demande également de fournir des justificatifs de l'absence de dépassement des seuils maximums.

Concernant les autres points contrôlés (traçabilité des déchets, conditions d'exploitation), la situation a été jugée conforme aux exigences réglementaires.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Traçabilité des réceptions déchets et de terres excavées**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/03/2025, article R.541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre chronologique et RNDTS
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les

exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. [...]

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...]

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

#### Constats :

Le site de Castries réceptionne des terres excavées provenant de chantiers locaux. En particulier il a réceptionné des quantités importantes de déblais issus du chantier de la ligne 5 du tram de la Métropole de Montpellier.

Ces matériaux sont entreposés sur le site, puis expédiés pour mise en remblayage sur la carrière de Poussan.

L'exploitant assure la traçabilité de ces matériaux par un registre chronologique établi au moyen du logiciel de bascule DAP web, et depuis mars 2025 par la transmission de ces données sur le registre national RNDTS.

Concernant les déchets inertes du BTP (hors terres excavées), du type matériaux de démolition, et enrobés issus des réfections de chaussées, ils font également l'objet d'une expédition sur le site de Poussan, pour y être recyclés par une installation de criblage/concassage mobile. Le suivi de ces matériaux est réalisé par la tenue du registre chronologique réglementaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Equipements sous pression

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 et 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inspections et requalifications périodiques

#### Prescription contrôlée :

##### Article 15 (inspections périodiques)

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions

plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...] Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. [...]

#### Article 18 (requalifications périodiques)

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

#### **Constats :**

L'établissement dispose de 4 compresseurs d'air mis en service en 2006 et 2007 et dont la documentation technique nous a été présentée.

Pour ce qui concerne les requalifications périodiques, elles ont été réalisées en 2016 et 2017, dans le respect de la périodicité réglementaire de 10 ans.

Cependant l'échéance réglementaire de 4 ans maximum pour l'inspection périodique (hormis la première à réaliser sous 3 ans) n'est pas respectée pour les 4 équipements, la dernière inspection périodique ayant été réalisée en juillet 2020.

De plus il est à noter que les comptes rendus d'inspections périodiques de 3 des 4 équipements, indiquent que les résultats des contrôles sont non-satisfaisants, pour les motifs suivants selon les appareils : absence de la notice d'instruction, appareil à fixer au sol.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit faire réaliser l'inspection périodique dans les meilleurs délais, après avoir corrigé les insuffisances relevées lors des derniers contrôles. Les justificatifs de programmation de ces contrôles sont à transmettre à l'inspection.

L'inspection rappelle par ailleurs que la requalification périodique est à programmer pour 2026 et 2027 selon les équipements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N° 3 : contrôle des vibrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2010, article 6.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, valeurs maximales des vibrations

#### **Prescription contrôlée :**

##### Article 6.3.4:

Annuellement un contrôle sismique sera réalisé par un organisme externe dont le choix devra avoir reçu l'accord de l'inspecteur des installations classées. Les points contrôlés seront situés au château d'eau, dans le lotissement des Brebières à Guzargues et au Mas de Figaret.[...]

Les vibrations devront être au plus égales aux valeurs suivantes:

- entre 1 et 5 Hz: niveau de vibration égal à la valeur de la fréquence
- entre 5 et 30 Hz: 5 mm/s<sup>2</sup>
- >30 Hz: 10 mm/s<sup>2</sup>

**Article 6.3.4.1:**

Zone des châteaux d'eau :Elle est limitée par un cercle de 450 m de rayon centré sur celui des châteaux d'eau existants au nord de l'exploitation, situé au plus près du tir. Lorsque la zone d'extraction l'atteindra :- une mesure de vibration devra être effectuée à chaque tir par un capteur de vibration adapté pour les fréquences supérieures à 5 Hz, mesurant les vibrations ainsi que le spectre des fréquences,- deux fois par an, l'exploitant fera procéder à une mesure de vibration avec un appareillage capable d'opérer dans la gamme de fréquence de 1 à 5 Hz.Ce matériel sera placé au plus près du château d'eau et de la canalisation la plus proche du tir.

**Constats :**

Il a été vérifié par sondage que les niveaux de vibrations sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation.

Les tirs sont actuellement réalisés dans le cercle de 450 m de distance par rapport au château d'eau, impliquant la réalisation de mesures systématiques des vibrations.

Suite à l'inspection réalisée en 2023, l'exploitant avait indiqué après contact avec Véolia, gestionnaire de la canalisation d'eau, qu'il n'est pas techniquement réalisable de mesurer les vibrations réelles subies par l'ouvrage, du fait qu'il est souterrain et placé sur un lit de matériaux meubles (sable). Pour justifier de la conformité des niveaux de vibrations reçues par la conduite, l'exploitant avait indiqué la réalisation par un bureau d'études d'une note technique visant à estimer les niveaux de vibrations subies par la canalisation en comparaison aux seuils prescrits.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'étude technique d'estimation des vibrations au droit de la canalisation n'ayant pas été communiquée à l'inspection, il est demandé à la société HMFG de la transmettre en réponse au présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours